



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

18-06-2016

Parti Révolutionnaire Communistes - Comité National 18 juin 2016 - rapport introductif

Chers camarades,

Il y a trois mois que l'action contre la loi El Khomri a démarré. Pourtant le gouvernement socialiste qui est à l'origine de ce texte pensait pouvoir l'imposer très rapidement compte-tenu du rapport des forces dans notre pays.

C'est loin d'être le cas et ceci pour une raison essentielle, c'est qu'aujourd'hui une partie importante des travailleurs a pris conscience de la grande nocivité de ce projet de loi.

Ce que le gouvernement socialiste présentait comme une simple mesure « d'ajustement » compte-tenu de difficultés « momentanées » est vite apparu comme une attaque de très grande envergure contre les grandes lois sociales, contre tous les droits importants conquis de haute lutte par les salariés depuis 1 siècle.

Entre autres, les questions de l'emploi, des salaires, du temps de travail, des licenciements, des retraites, qui seraient réglées

entreprise par entreprise, entre un employeur et des syndicats locaux privés de droit nationaux par la loi El Khomri.

Cette loi, ce serait à terme, la disparition des garanties nationales dans tous les domaines essentiels pour les travailleurs.

Jean-Dominique SENARD Président de « Michelin » vient de recevoir cette année le « prix du stratège ». « A quoi sert un patron aujourd'hui ? » lui demandent 2 journalistes du journal financier « Les Echos » qui recueillent ses « pensées ». « Il s'agit d'incarner une vision et des valeurs, de montrer le chemin. C'est tout simple mais c'est primordial ». Et d'ajouter « Je vois à la base de la loi El Khomri les premiers signes d'une réflexion autour d'un thème que j'appelle de mes vœux depuis très longtemps : confier à la base de l'entreprise le soin de trouver les voies et les moyens de régler les questions...Si nous pouvions ouvrir d'autres pistes nous aurions le moyen de réformer le code du travail sans passer par la loi... »

Cette citation se passe de commentaires. Un coup d'œil sur la liste des membres du Jury de ce prix du stratège 2015 est édifiant. On y trouve B. ARNAULT de LVMH, J.L. BEFFA de St Gobain, T. DESMARETS de Total, B. POTIER d'Air Liquide, David De ROTHSCHILD du groupe du même nom, G. MESTRALLET de Engie, J.B. LEVY d'EDF. Ils sont au total 19 patrons, tous du même niveau !

Ainsi les stratèges du capitalisme considèrent qu'il faut aller encore plus loin que la loi El Khomri.

Parmi ceux-là, le secrétaire Général de la CFDT, Laurent BERGER. Celui-ci se félicite de soutenir la loi El Khomri, car « dans ce projet de loi, on contraint les patrons à négocier ». C'est ce qu'il appelle « construire une société plus juste » !

Tous, de Hollande à la droite, en passant par le Front National, font partie du personnel de ces grands groupes capitalistes qui dirigent le pays. Tous, absolument tous, sont à sa solde quelles que soient par ailleurs les divergences de bas étage qui puissent momentanément les séparer. Leur soutien actuel,

même parfois nuancé, à la loi El Khomri le prouve suffisamment.

Derrière ce projet de loi El Khomri il y a avant tout la nécessité absolue pour le capitalisme qui dirige la France d'orienter la politique de notre pays vers une baisse systématique et de longue durée des salaires et des traitements, des retraites et allocation, de l'enseignement et de la recherche. Il s'agit d'une attaque directe, avec des formes autrement plus dangereuses qu'aujourd'hui, contre notre niveau de vie, contre nos garanties sociales et de citoyens.

En même temps, la même politique est appliquée dans toute l'Europe capitaliste. Dans tous les domaines les contradictions s'exacerbent, ceci pour les mêmes raisons fondamentales que celles qui sévissent en France. On est frappés par la similitude des attaques qui frappent - en même temps ou presque - de grands pays européens comme l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, sans oublier ce qui se passe en Grèce où le peuple est accablé. Sans oublier, bien évidemment, les événements actuels de Grande Bretagne où un référendum doit avoir lieu le 23 juin. Soulignons au passage que la solution aux graves difficultés que connaissent la plupart des 28 pays de la Communauté Européenne réside avant tout dans la lutte contre la domination capitaliste, dans cette partie du monde comme ailleurs.

On retrouve les mêmes contradictions qui s'exacerbent dans les pays du monde entier. Rappelons en particulier l'accélération de la guerre au Moyen-Orient, l'Afrique qui se trouve aujourd'hui au cœur des affrontements entre les groupes impérialistes. Rappelons la mainmise actuelle des Etats-Unis sur le Nicaragua et d'autres pays d'Amérique Latine. N'oublions pas non plus ce qui se passe actuellement en Extrême-Orient entre les Etats-Unis, la Chine, le Japon, un affrontement que l'on retrouve entre les Etats-Unis et la Russie dans la région polaire pour la main-mise sur de nouvelles matières premières. Pour terminer sur ce point, on sait que la situation au Moyen-Orient s'est encore aggravée.

A l'échelle mondiale, la course aux armements atteint aujourd'hui des sommets avec 13.600 milliards de dollars officiels par an soit 13,3% du Produit Intérieur Mondial. La

France arrive en 4^{ème} position derrière les USA, la Russie, la Chine. Tout montre que la préparation à de plus grandes conflagrations militaires mondiales peut intervenir si les peuples n'y font pas suffisamment obstacle.

C'est dans ce cadre international, politique et économique, que se situe la bataille que nous menons aujourd'hui dans notre pays. C'est dans ce cadre que nous devons mener notre lutte actuelle contre la loi El Khomri...

Il y a 3 mois, le gouvernement Hollande pensait qu'il obtiendrait assez facilement, le vote de cette loi. Il savait pouvoir compter sur le Parti Socialiste, le Centre et éventuellement la Droite, celle du FN étant plus nuancée pour des raisons tactiques. Il savait surtout pouvoir compter sur les dirigeants de la CFDT, son secrétaire BERGER en tête. Au même moment, MARTINEZ, secrétaire de la CGT défendait un « syndicalisme rassemblé » avec la CFDT. Une telle ambiguïté pouvait nourrir l'idée que son syndicat n'interviendrait pas ou peu contre la loi El Khomri.

On l'a vu, cela s'est passé différemment. La raison profonde est que les syndiqués et derrière eux des millions d'autres travailleurs ne l'entendaient pas de cette oreille. Ils l'ont affirmé lors de multiples réunions à la base, d'autres l'ont dit lors du récent congrès de leur centrale syndicale CGT. Depuis, les événements se sont précipités et aujourd'hui la CGT et FO soutiennent ensemble l'action, elles réclament le retrait de la loi El Khomri. Cela a pu se passer parce qu'aujourd'hui la majorité des français rejette cette loi parce qu'ils sont bien plus nombreux qui se rendent compte de sa nocivité. Ils la rejettent aussi parce qu'ils subissent plus que jamais cette politique. Ceci dans tous les domaines. Ce n'est pas seulement contre la loi El Khomri qu'ils manifestent, c'est contre l'ensemble de la politique actuelle.

La lutte ne faiblit pas, elle continue. Avec les grèves et actions dans de nombreuses entreprises. Le 14 juin a été une très grande journée qui marque que l'action ne faiblit pas.

Hollande, Valls, Fillon, le FN... tous ceux qui sont au service du capital, sont inquiets des luttes qui se développent. Ils tentent de les stopper par tous les moyens.

La lutte continue, la CGT, FO, la FSU, Solidaires, l'UNEF, l'UNL, la FIDL appellent à 2 journées de mobilisation les 23 et 28 juin.

Le gouvernement Hollande, le PS, les Républicains, le FN, tous convergent pour faire passer la lutte des salariés contre la loi El Khomri derrière les violences des casseurs qui ont eu lieu à Paris en marge de la manifestation.

Valls a tenu des propos scandaleux à France-Inter. Il parle à propos des casseurs « d'attitude ambiguë de la CGT », alors qu'il sait très bien qu'ils étaient totalement séparés de la manifestation par 3 rangs de CRS.

Il demande même à la CGT et aux autres organisations de ne plus organiser de manifestation ! Le gouvernement avec le MEDEF a lancé une nouvelle offensive contre les salariés et ceux-ci devraient laisser faire ? **Les seuls responsables de ces désordres sont ceux qui ont lancé cette loi et qui s'acharnent à la maintenir contre la volonté du peuple. La seule réponse possible des salariés pour la repousser c'est la lutte tous ensemble, unis, de plus en plus fort.**

Il en appelle à l'Union Nationale : « toute la société doit se rassembler, se mobiliser pour ce seul objectif : « contre le terrorisme ». Et ensuite il menace : « on prendra nos responsabilités ». Ira-t-il jusqu'à interdire les manifestations ?

Notre Parti condamne les lâches attentats dont les coupables doivent être identifiés, jugés, condamnés. Il dénonce cette « union sacrée » qui veut rassembler les exploiters les multinationales industrielles et financières, le gouvernement et les partis à leur service et celles et ceux qu'ils exploitent : les travailleurs et le peuple. Cette démarche vise à camoufler les vraies responsabilités. Dans le capitalisme il ne peut pas y avoir d'union entre les exploiters et les exploités.

« Le gouvernement pratique le dialogue de sourd, soulignent dans leur communiqué commun de jeudi 16 juin, les organisations CGT – FO- FSU –Solidaire – UNEF- FIDL- UNL

...les organisations demandent au gouvernement de garantir les bonnes conditions d'exercice du droit de manifester. Il est de sa responsabilité d'assurer la sécurité et le maintien de l'ordre. Le Premier Ministre assimile les manifestants à ceux qu'il qualifie de casseurs et rejette sa propre responsabilité sur les organisations syndicales en leur imputant le climat social qui se détériore. Il veut interdire les manifestations ! Comme si en muselant la contestation, il réglait le problème ! C'est inadmissible

Depuis trois mois se multiplient les pétitions, manifestations, grèves, occupations de lieu de travail... Le rejet du projet de loi demeure profondément ancré y compris dans l'opinion publique.

Les organisations appellent à poursuivre les actions revendicatives sous les formes décidées localement et à participer massivement aux journées de mobilisation nationales les 23 et 28 juin prochains :

*Le 23 juin, pendant l'examen au Sénat (grèves, interpellations des parlementaires, rassemblements, manifestations, conférences de presse).

*Le 28 juin prochain, date prévue du vote au Sénat, pour remettre la votation citoyenne auprès des préfectures et à la Présidence de la République pour la région parisienne et en organisant des grèves et manifestations.

Elles se retrouverons le 24 juin prochain ».

Partout où nous avons développé notre activité, nous avons constaté que notre analyse, nos idées et notre influence progressaient. Cela s'est traduit par de nouveaux contacts et rapprochements avec des salariés qui sont dans l'action et qui recherchent un changement de société qui permette d'en finir avec la politique actuelle. Cela s'est traduit encore par de nouvelles adhésions à notre parti. Cela confirme que notre

proposition révolutionnaire d'instaurer en France une société nouvelle, basée sur la propriété par le peuple des grands moyens de production et d'échange est accueillie avec beaucoup d'intérêts.

Nous allons améliorer encore notre activité dans cette voie, c'est indispensable pour imposer un changement véritable dans notre pays.

La lutte contre la loi El Khomri va connaître de nouveaux développements, l'enjeu est d'une telle taille qu'on n'imagine pas qu'il puisse en être autrement. Redisons-le, cette loi contient en elle-même toute la politique menée par le capitalisme contre le peuple, elle va bien au-delà de ce qu'elle énonce et qui est pourtant considérable.

Nous améliorerons encore notre présence et notre activité auprès des travailleurs, de tous les salariés et du peuple.

A quelques mois de l'élection Présidentielle d'avril-mai 2017 et des élections législatives qui suivront, on voit se construire fébrilement des alliances qui ont toutes le même but : Hollande et son parti socialiste battus, continuer d'assurer la domination des grands groupes capitalistes sur le pays. Le dirigeant socialiste Jean-Marie LEGUEN, responsable des relations avec le Parlement, vient d'annoncer dans le journal « Les Echos » : « Le candidat Républicain, de Gauche ou de Droite, aura besoin d'aller chercher les électeurs de l'autre bord pour l'emporter au second tour face à Marine LE PEN. Pour moi, celui qui l'emportera au 1er tour sera celui qui proposera la bonne formule de rassemblement pour le second... Aujourd'hui, au regard des enjeux, c'est sur un élan républicain qu'il faut rassembler les électeurs... La gauche du camp républicain ou la droite du camp républicain, aura besoin de l'autre partie ».

C'est clair. Les mêmes socialistes qui en 2012 affirmaient combattre la droite en sont aujourd'hui, 4 ans plus tard, à prôner l'alliance avec, pour commencer, une large partie de cette même droite ! « Mon seul ennemi c'est la finance » avait pourtant proclamé Hollande en 2012, quelques jours avant son élection. La réponse ne se fait pas attendre. Les partis du Centre approuvent, reste à discuter dans quelles conditions

cette alliance se fera. A droite c'est pour le moment la confrontation entre Juppé, Sarkozy, Fillon et d'autres mais cela ne durera pas. Le moment venu un candidat se dégagera. Au second tour, du Parti Socialiste à la Droite, tous se retrouveront pour s'opposer, en paroles seulement, au Front National.

Tous ces partis sont au service du capitalisme, le Front National comme les autres. On pourrait multiplier les déclarations de Marine Le Pen du genre « Nous ne remettons pas en cause l'économie de marché ni les bienfaits de la concurrence ». C'est encore elle qui affirmait récemment : « les entreprises françaises sont asphyxiées, il ne faut pas les taxer ».

Tous sont d'accord pour ne pas toucher aux entreprises, tous sont d'accord pour faire supporter au peuple les difficultés actuelles.

Tous du PS au FN en passant par les Républicains, sont étroitement contrôlés par le capital.

De son côté Mélenchon parle de partager les richesses, d'engager la planification écologique, de sortir des traités européens mais il ne parle jamais de la propriété des grands moyens de production et d'échange et de leur gestion démocratique par le peuple, ce qui est pourtant l'essentiel.

Le PCF vient de tenir son 37^{ème} congrès. Le 5 novembre il décidera d'un candidat qu'il présentera ou soutiendra. Il appelle à un nouveau « Front populaire et citoyen » mais ne précise pas ce que, lui, propose. Un dirigeant déclare néanmoins « nous avons une feuille de route pour une démarche claire » ?

Il ne fait aucun doute que Mélenchon et le PCF seront partie prenante au 2^{ème} tour de ce « front Républicain » qui regroupera du PS à la droite !

Toutes les magouilles possibles vont avoir lieu, les manœuvres politiciennes de tous bords se multiplient. Tous sont à la recherche pour 2017 de nouvelles équipes de remplacement sans changer la politique actuelle.

Pour nous, le grand objectif de ces prochaines élections, sera de faire grandir la nécessité absolue d'un changement fondamental de société dans notre pays. A ces alliances sans principe, à ces combines politiciennes qui laissent le champ libre au capitalisme, nous opposerons la seule véritable alternative :

L'appropriation par le peuple des grands moyens de production et d'échange, celle des grandes industries, des banques et de la finance et leur gestion démocratique à tous les niveaux par les travailleurs et le peuple. C'est le seul moyen d'en finir avec le chômage, le seul moyen d'augmenter durablement les salaires et les pensions, de conquérir partout de nouveaux droits, de développer l'économie et le progrès social.

La campagne de ces élections est pratiquement déjà ouverte. Elle va se développer très rapidement compte – tenu de son enjeu. On l'a dit l'objectif du capitalisme sera cette fois encore, de faire élire une nouvelle équipe à son service, comme l'a été la précédente, celle du PS il y a 4 ans. Une nouvelle équipe pour aggraver considérablement la politique actuelle, car il s'agit d'un impératif pour le pouvoir du capital aujourd'hui.

C'est dire que ces élections donneront lieu à une grande bataille politique qui portera toutes les grandes questions qui se posent aujourd'hui dans notre pays et parmi lesquelles celles de l'emploi, de la garantie du travail, des salaires des lois sociales... qui concernent les travailleurs aujourd'hui et l'avenir de la jeunesse de notre pays.

Et derrière tout cela, celle qui les rassemble toutes : Est-il possible de changer de politique, comment, avec qui, autour de quel programme ?

Tous proclament : « la seule alternative c'est nous ». Tous veulent capter à leur profit le rejet profond de toutes les politiques menées jusqu'à aujourd'hui.

Tous veulent capter l'exigence de changement qui a encore grandi dans le pays. En particulier le Front National qui prospère sur les ravages de la politique actuelle. Le Front National dont nous ne dirons jamais assez qu'il s'agit d'un parti

dépendant entièrement du capitalisme dans tous les domaines. Un de ses fers au feu tout simplement.

Nous le savons, les élections sont antidémocratiques, ne serait-ce que par le mode de scrutin qui refuse la proportionnelle, l'élection présidentielle élimine d'emblée des candidats et ne laisse le choix au final qu'entre deux. Mais redisons-le, elles vont donner lieu à un très grand débat politique auquel notre parti participera avec toutes ses forces. Nous présenterons un candidat à l'élection présidentielle du 23 avril 2017 et des candidats (es) dans le maximum de circonscriptions aux élections législatives qui suivront.

Nous proposons aujourd'hui de retenir la candidature de notre Secrétaire National **Antonio SANCHEZ** à l'élection Présidentielle. Nous demandons aux départements de proposer leurs candidat (es) le plus rapidement possible.

Redisons que les mêmes grandes questions que soulève la loi El Khomri seront débattues avec encore plus d'intensité pendant la campagne électorale

Nous pouvons déjà considérer tout ce que nous entreprenons aujourd'hui comme faisant partie de notre activité politique des futures élections.

Ne perdons surtout pas de vue que notre parti sera le seul à répondre d'un point de vue révolutionnaire à toutes les questions qui se posent. D'abord sur la situation en France où nous expliquerons quelle est l'origine de classe des graves difficultés que le peuple rencontre. La « mauvaise gestion », la « conjoncture » ont un nom : le capitalisme. Nous le disons clairement, nous serons les seuls à le dire.

Nous serons les seuls à proposer une alternative véritable à la situation actuelle, une alternative qui ne sera pas un accommodage mais un changement fondamental de société. Ce changement ne viendra pas d'en haut « octroyé » par des politiciens « bienveillants ». Il sera au contraire arraché de force, par les travailleurs et le peuple qui l'auront conquis dans l'action.

Nous vérifions quotidiennement qu'il y a de la place, beaucoup de place pour les idées révolutionnaires que nous portons. A nous aujourd'hui, dans les circonstances présentes de porter notre activité à un niveau plus élevé en insistant sur les points suivants :

- *le moment est venu d'organiser des réunions publiques, de la simple rencontre entre collègues ou amis à de plus grandes assemblées à l'échelle d'une entreprise, d'une faculté, d'une localité, d'un quartier.

- *Cela appelle le développement de notre activité de propagande répondant rapidement aux questions qui se posent dans l'actualité.

- *Notre CN pourrait prendre aujourd'hui la décision de lancer partout une grande souscription nationale à l'occasion de la préparation des élections de 2017.

- *Il pourrait proposer également une grande campagne nationale d'adhésions à notre Parti. Notre audience grandit, nous nous renforçons. Raison de plus pour proposer de nous rejoindre à celles et ceux qui approuvent notre combat.

- *Compte-tenu des questions que le développement de la lutte et de notre activité il est indispensable de continuer à assurer le développement de notre formation théorique à tous les niveaux.

- *Le CN examinera prochainement comment améliorer encore la diffusion de notre presse internet et papier et sa qualité.

Voilà cher (es) camarades les questions que j'étais chargé de vous exposer pour ouvrir notre discussion.